



www.strategie.gouv.fr

- **Inscription impérative avant le 25 juin 2011 en précisant vos coordonnées et qualité**
par mail : daniele.vidal@strategie.gouv.fr
ou par téléphone : Danièle Vidal, +33 (0) 1 42 75 63 13
- **Pour tout renseignement :**
 - **Centre d'analyse stratégique :**
Sylvain Lemoine, Chef du Département Questions sociales
Tél. : +33 (0) 1 42 75 60 40, sylvain.lemoine@strategie.gouv.fr
 - **Contact Presse :**
Jean-Michel Roullé, Responsable de la communication
Tél. : +33 (0) 1 42 75 61 37, jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

KIOSQUE

INVITATION

Vincent Chriqui,
Directeur général du Centre d'analyse stratégique
Brigitte Raynaud,
Secrétaire générale du Conseil national des villes
ont le plaisir de vous convier au kiosque

L' "impératif participatif"
dans la politique de la ville
en France et à l'étranger
Qu'attend-on des habitants
et des élus ?

Lundi 27 juin 2011 de 18h à 20h30
au Conseil national des villes
5 rue Pleyel - 93283 Saint-Denis cedex

Pour vous rendre
au Conseil national des villes :
Métro : ligne 13
Station : Carrefour Pleyel

Le Centre d'analyse stratégique est une institution d'expertise et d'aide à la décision placée auprès du Premier ministre. Il a pour mission d'éclairer le gouvernement dans la définition et la mise en œuvre de ses orientations stratégiques en matière économique, sociale, environnementale et technologique. Il préfigure, à la demande du Premier ministre, les principales réformes gouvernementales. Il mène par ailleurs, de sa propre initiative, des études et analyses dans le cadre d'un programme de travail annuel. Il s'appuie sur un comité d'orientation qui comprend onze membres, dont deux députés et deux sénateurs et un membre du Conseil économique, social et environnemental. Il travaille en réseau avec les principaux conseils d'expertise et de concertation placés auprès du Premier ministre : le Conseil d'analyse économique, le Conseil d'analyse de la société, le Conseil d'orientation pour l'emploi, le Conseil d'orientation des retraites, le Haut Conseil à l'intégration.

En France, la notion de “participation des habitants” est communément associée à la politique de la ville. C’est en effet dans ce domaine que les appels à la participation sont les plus répandus. Il est frappant de constater que, depuis ses débuts, toutes les lois et tous les programmes liés à la politique de la ville sont assortis d’une évocation systématique à la “nécessaire participation des habitants”. Ainsi, dès 1983, Hubert Dubedout, chargé par le Premier ministre d’une mission sur les quartiers d’habitat social, déclarait dans son rapport “rien ne se fera sans la participation active des habitants”.

Néanmoins, cet “impératif participatif”, plébiscité dans le monde administratif et politique, peut s’incarner de bien des façons différentes, de la simple opération de communication à la recherche d’une démocratisation effective des modes d’élaboration des politiques publiques, en passant par l’encouragement à l’activité associative et au resserrement du lien social. Ces appels renouvelés à la “participation des habitants”, non assortis de précisions quant aux formes pratiques à donner à cette exigence, conduisent à réfléchir aux modalités d’expression du pouvoir des citoyens en démocratie. D’autant plus que les professionnels de la politique de la ville, les habitants, et même les chercheurs, expriment parfois leur désarroi face au décalage entre les intentions et le constat d’une participation complexe à mettre en œuvre. Les élus locaux, amenés à composer avec les réalités de terrain et une demande croissante de participation de la part de leurs administrés, peuvent hésiter eux aussi entre engagement et réserve à l’égard de la démarche participative.

C’est précisément ce paradoxe d’une participation sans cesse mobilisée dans les discours mais si difficile à incarner dans les pratiques qu’éclaire la sociologue Marion Carrel. Ses investigations, qui portent sur des quartiers d’habitat social en France, aux Pays-Bas et aux États-Unis, permettent d’envisager des changements dans la manière de penser et de mettre en œuvre l’action publique.

Qu’attend-on au juste des habitants et des élus ? À quoi sont-ils appelés à participer et quelles sont leurs attentes ? Quelles leçons peut-on tirer des expériences étrangères pour favoriser la coopération effective entre gouvernants et gouvernés dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville ?

18h00 **Introduction :**
Vincent Chriqui, Directeur général du Centre d’analyse stratégique

18h10 **La participation des habitants en France et à l’étranger : bilan et perspectives**

Animation : **Noémie Houard**, Département Questions sociales, Centre d’analyse stratégique

Marion Carrel, Sociologue, Maîtresse de conférences en sociologie à l’université Lille-III, chercheuse associée au Cems (Ehess), Co-directrice de la rédaction de la revue *Participations* (De Boeck)

18h35 **Échanges avec la salle**

18h50 **Le rôle des associations et des “artisans de la participation”**

Animation : **Pascal Aubert**, Conseil national des villes

Bruno Tardieu, Délégué national d’ATD Quart Monde

Anne Bousquet, Représentante du Groupe de travail inter-quartiers (collectif d’habitants de Lyon la Duchère)

19h30 **Regards d’élus locaux et de techniciens**

Animation : **Christian Soclet**, Conseil national des villes

Bruno Couturier, Directeur de la mission du Grand Projet de Ville Lyon la Duchère

Xavier Lemoine, Maire de Montfermeil, Vice-Président du Conseil national des villes

20h00 **Échanges avec la salle**

20h20 **Conclusion / Synthèse des débats et perspectives**
Brigitte Raynaud, Secrétaire générale du Conseil national des villes